



# DÉVELOPPER DES APPROCHES DE CONSEIL AGRICOLE SENSIBLES À LA NUTRITION

## MODÉRATEUR

- > Adrien TROUVADIS, responsable de projets agriculture au Gret

## INTERVENANTS

- > Faustin LALYRE, responsable du projet Asstel 3 au Gret Sénégal
- > José LAIHARINIRINA, responsable du volet Conseil à l'exploitation familiale au Gret Madagascar
- > Sidi Mouhamed HMEIDA, responsable de projets agricoles au Gret Mauritanie
- > Ilo Oumar SOW, représentant du bureau technique pays de l'Apess Sénégal

La convention programme Asanao (Assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle en Afrique de l'Ouest et dans les Suds) mise en œuvre par le Gret et ses partenaires a pour objectif principal de contribuer à la promotion de **systèmes alimentaires durables et favorables à la nutrition**. Financé par l'AFD (Agence française de développement), ce programme intervient dans huit pays (le Burkina Faso, la Guinée, la Mauritanie, le Niger, le Sénégal, le Cambodge, Haïti et Madagascar).

Des webinaires sont régulièrement organisés pour informer, partager et tirer des leçons des différentes interventions et des résultats obtenus.

## PROBLÉMATIQUE ABORDÉE

Ce nouveau webinaire a réuni une trentaine de personnes en ligne pour discuter des **approches de conseil agricole sensibles à la nutrition**. Celui-ci peut prendre différentes formes : conseil à l'exploitation familiale, champ-école paysan ou encore mise en place d'un réseau de paysans relais.

De nombreuses expériences ont aujourd'hui été développées par le Gret et ses partenaires au sein des pays du programme Asanao 2 comme hors de son périmètre.

Néanmoins, plusieurs questions méritent d'être creusées :

- Comment choisir entre ces différents dispositifs au vu des conditions de mise en œuvre et des objectifs poursuivis ?
- Comment pérenniser ces dispositifs de conseil mis en place sur les projets ?

Les discussions se sont structurées en plusieurs temps pour chacune des expériences présentées :

- présentation des dispositifs mis en place et des conditions de leur mise en œuvre ;
- analyse des avantages et limites de chaque dispositif de conseil agricole sensible à la nutrition ;
- partage des enseignements et des recommandations pour permettre la pérennisation de chacun des dispositifs.

## EXPÉRIENCE DES CHAMPS-ÉCOLES PAYSANS EN MAURITANIE

Les dispositifs de champs-écoles paysans ont été mis en place en Mauritanie dans le cadre de deux projets d'appui aux acteurs de l'agropastoralisme et de promotion de la sécurité alimentaire intervenant aussi sur la formation-insertion des jeunes<sup>1</sup>. Ces expériences conduites dans l'Assaba et le Brakna, étaient caractérisées par des dispositifs d'appui-conseil à différents niveaux :

- référents techniques/coordonateurs de thématiques en agropastoralisme ;
- conseillers agricoles travaillant en lien avec les agents d'agriculture et d'élevage locaux ;
- conseillers endogènes et/ou paysans relais intervenant au niveau des groupements et des champs-écoles paysans (majoritairement des femmes puisqu'elles représentent 98 % des membres des groupements) ;
- autres experts thématiques ou acteurs du système de santé mobilisés selon les besoins pour des interventions ponctuelles.

Les enseignements tirés de ces dispositifs concernent plusieurs dimensions.

**Plusieurs changements techniques centrés sur la transition agroécologique** ont pu être engagés : production et utilisation de biopesticides, valorisation des semences paysannes, évolution des systèmes pour une bonne intégration agriculture-élevage, etc. Ces dynamiques ont été appuyées par des formations, ainsi que par un accompagnement de proximité par les services techniques de l'Agriculture, en collaboration avec les services techniques et les ADL des communes.

**Durant la période du covid, la mobilisation du conseil numérique et des technologies de l'information et de la communication** a aussi été une opportunité de poursuivre les activités : création et échanges entre pairs sur un groupe WhatsApp, messages audio en langues locales permettant de partager les savoirs paysans locaux.

**Les visites d'échanges entre femmes des groupements maraîchers de différentes localités ainsi que les activités sensibles à la nutrition** ont également été très appréciées. Plusieurs visites ont été organisées dans la même zone pour échanger entre groupements sur la diversification des productions maraîchères ainsi que sur les contraintes liées à leur production. Les

visites d'échanges ont brisé les tabous sur la mobilité des femmes, leur responsabilisation vers plus d'autonomie. D'autres activités ont également été conduites telles que des démonstrations de pratiques culinaires, des formations sur l'apport des céréales et des autres glucides, l'importance nutritionnelle des légumes, des sensibilisations s'appuyant sur des témoignages de femmes allaitantes, ou encore des échanges sur l'intérêt de l'embouche ovine et de la production de lait.

**Des connaissances sur les systèmes agraires et sur la situation nutritionnelle dans la zone, ont été produites via la réalisation d'un diagnostic agraire et d'un diagnostic agrinut<sup>2</sup>.** Ces diagnostics ont permis de définir une stratégie d'intervention : expérimentation, formation, conseil technique, conseil de gestion, démonstrations culinaires, sensibilisations sur les enjeux de nutrition, la transformation et conservation des produits.

L'avantage de ce type de dispositif réside dans sa **proximité avec les populations** et sa capacité à toucher des villages isolés. Il a permis de travailler sur toutes les questions techniques liées à la mise en culture, en valorisant et développant des **valeurs de cohésion sociale et d'entraide au sein des villages**. Certaines familles qui ne se parlaient plus depuis des années ont par exemple pu retisser des liens. La mise en culture de champs communautaires a été réhabilitée. Les familles ont également limité la spécialisation de leurs productions agricoles, **les cultures sont aujourd'hui diversifiées dans les champs (céréales, maïs aussi cucurbitacées, légumes, etc.)**. Cela améliore l'autonomie alimentaire des familles et la disponibilité de produits agricoles sains grâce à l'adoption de techniques agroécologiques.

Bien que la formation des conseillers demeure un réel enjeu en l'absence de stratégie nationale de développement d'un dispositif de conseil agricole, certains changements significatifs ont été constatés. Et notamment le réveil d'un mouvement paysan, qui commence à oser exprimer ses besoins devant les autorités. Une relation de confiance a été établie entre partenaires, parmi lesquels les services techniques déconcentrés et les mairies. Les perspectives sont prometteuses : des partenariats avec de jeunes associations locales paysannes sont envisagés, **l'intégration de la nutrition dans toutes les approches de conseil agricole est aujourd'hui généralisée**.

On observe aussi une évolution importante des discours pour atteindre la souveraineté alimentaire et le conseil agricole constitue pour cela un puissant levier. Certains partenaires du Gret appuient ces dynamiques portées par l'État mauritanien. Le Gret, qui dispose d'une expérience de huit ans d'accompagnement à la mise en place de champs-écoles paysans est en train de réaliser une capitalisation pour alimenter les débats. Il promeut des approches souples, s'appuyant sur des conseillers endogènes au plus proche des producteurs. La valorisation de ce qui est fait sur le terrain est importante pour sensibiliser les décideurs et leur montrer tout le potentiel de ces approches.

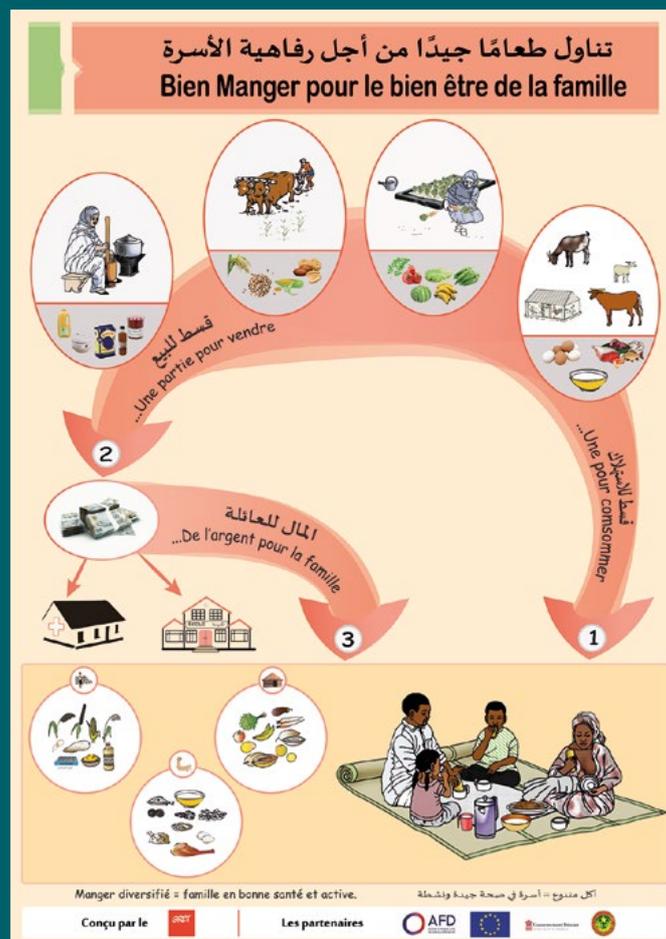
1. Les projets Rimrap et Safire.

2. Réalisées dans le cadre du programme Asanao.

## COMMENT LA NUTRITION A-T-ELLE ÉTÉ INTÉGRÉE DANS LES ACTIVITÉS EN MAURITANIE ?

Plusieurs approches ont été promues en Mauritanie pour intégrer les enjeux de nutrition dans les activités déroulées :

- > **SENSIBILISATION** : élaboration d'outils adaptés aux besoins spécifiques des populations visées; élaboration d'un guide sur l'alimentation des jeunes enfants et production de quatre affiches (préparation des bouillies améliorées, alimentation des jeunes enfants avec des purées de légumes, diversification de l'alimentation des ménages); organisation de 129 séances de sensibilisation touchant 3 357 personnes dont 2 061 femmes allaitantes et 487 hommes.
- > **FORMATION ET SUIVI AGRINUT** : 56 paysans relais formés en binômes sur la nutrition; 31 femmes formées sur la transformation et la conservation des légumes ayant à leur tour formé les membres de leurs coopératives; 29 groupements de femmes formés sur la préparation des farines infantiles et plats familiaux.
- > **ORGANISATION DE VISITES D'ÉCHANGES** : visite au Gorgol-Brakna (filrière maraîchère), visite dans l'Assaba (filrière lait, mini-laiterie, commercialisation), visite au Sénégal dans le département de Dagana (maraîchage, fermes pastorales, microfinance, aliments de bétail, biogaz).
- > **COORDINATION INSTITUTIONNELLE** : organisation d'un atelier avec les autorités administratives et communales, impliquant tous les services concernés de la wilaya<sup>3</sup>, sous la présidence des services de l'agriculture.



## CONSEIL À L'EXPLOITATION FAMILIALE INDIVIDUEL ET COLLECTIF À MADAGASCAR

Cette démarche a été testée dans le cadre d'un projet d'appui au financement de l'agriculture et des filières (Afafi) dans le Sud Madagascar (régions Androy-Anosy - Atsimo Atsinanana). Cette région est caractérisée par des sécheresses régulières, des vents de sable violents et des précipitations faibles et irrégulières qui induisent de gros enjeux en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Ce projet est conduit en lien avec le Centre technique agroécologique du Sud (CTAS), une ONG promouvant l'aménagement de blocs agroécologiques et les semences locales, avec AVSF (appui dans le domaine de l'élevage) et le Cirad (amélioration variétale).

Le Conseil à l'exploitation familiale (CEF) est une approche en conseil de gestion, fondée sur des **méthodes d'apprentissage élaborées avec les ménages et pour les ménages afin de les appuyer et les accompagner dans la prise de décision.**

3. Division administrative mauritanienne.

On distingue deux formes de CEF :

- le **CEF individuel** permet d'identifier, de conseiller et de former au dispositif des ménages-relais potentiels pour la diffusion du dispositif par la suite;
- le **CEF collectif** caractérise un regroupement dans lequel les participants sont constitués d'un ménage-relais entouré de quelques ménages qu'il a lui-même identifiés, assurant une relation de confiance.

**Développer une agriculture sensible à la nutrition implique que les ménages agricoles y soient eux-mêmes sensibles.** Autrement dit, ces familles doivent être informées, sensibilisées, convaincues de l'importance de l'aspect nutritionnel dans l'alimentation et s'engager comme acteur ayant des objectifs nutritionnels.

Le CEF place le ménage dans le rôle de **pilote de sa propre exploitation** et renforce sa capacité à prendre des décisions *via* les informations produites et les temps de dialogue. Il accompagne le ménage grâce à des **outils de gestion co-construits**, intègre un processus d'apprentissage et permet de **ne pas cloisonner les activités de la famille**. L'intitulé CEF met bien en avant la dimension « Exploitation Familiale (EF) » et montre que le conseil ne se situe pas seulement au niveau de la parcelle mais doit couvrir l'ensemble des

activités gérées par le ménage portant sur plusieurs domaines interdépendants : arbitrages financiers, allocation de la force de travail.

Les avantages du CEF sont nombreux : il permet au ménage de raisonner à partir d'une **vue globale et intégrée** au delà du raisonnement technique ou cloisonné. Il permet aussi au ménage de **constater quelles sont les habitudes financières qui prédominent et de planifier un ajustement** en vue d'améliorer ses conditions de vie. Enfin le ménage peut se rendre compte de ses propres progrès, **améliorer le choix d'affectation et l'utilisation des facteurs de production** (terre, capital, force de travail) en fonction de ses besoins et de ses objectifs.

Quelques limites doivent aussi être notées : il est nécessaire de savoir lire et écrire pour s'approprier certains outils. Par ailleurs, les besoins de renforcement des conseillers qui ne sont pas forcément spécialisés en nutrition et les exigences de cette approche induisent une couverture assez limitée en nombre de bénéficiaires touchés (quelques centaines de participants par projet). Il apparaît aussi très important de

**faire précéder les interventions sur le CEF par des actions permettant de développer les connaissances et l'intérêt des familles sur la nutrition.**

Les outils expérimentés par le Gret touchent aussi bien les analphabètes que les autres. Les échanges sont tenus en langues locales, des **expérimentations se font au champ, des boîtes à images sont utilisées pour les sensibilisations**. On constate aussi que quand certains producteurs changent leurs pratiques, les autres les suivent et il devient possible de toucher beaucoup plus de personnes que les bénéficiaires initiaux.

L'importance des dynamiques engagées auprès des acteurs locaux doit faire l'objet d'une attention à part. Quel est le rôle joué par les organisations paysannes locales ? Comment ces dispositifs arrivent à accompagner les familles dans leurs projets pour améliorer leurs conditions d'existence ? Cela nécessite des capacités de conseil pour pouvoir s'adapter aux différents types d'exploitations familiales, y compris les plus vulnérables. **Les enjeux de renforcement de capacités des conseillers en nutrition demeurent importants pour avoir des approches intégrées.**

## COMMENT LE CONSEIL À L'EXPLOITATION FAMILIALE PEUT-IL ÊTRE MOBILISÉ POUR AMÉLIORER LA NUTRITION ?

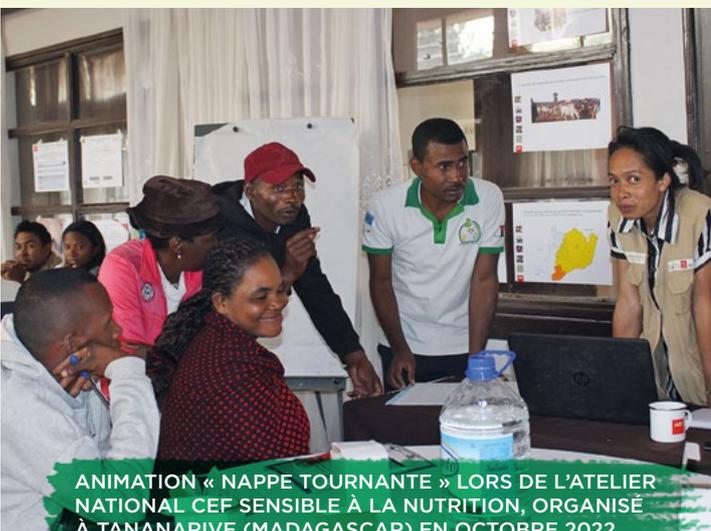
Le Gret a développé un outil de Conseil à l'exploitation familiale (CEF) sensible à la nutrition depuis 2016 dans l'Androy. Ce dispositif a été par la suite adapté au contexte du Nord-Est malgache, puis dans la zone périurbaine d'Antananarivo et à Sainte-Marie. Dans le cadre du projet Asanao 2, il a été prévu l'organisation d'activités de partage d'expérience au niveau national basé sur des visites d'échanges et la tenue d'un atelier national à Antananarivo du 18 au 20 octobre 2022.

Cette activité a réuni les différentes équipes du Gret impliquées dans la mise en œuvre du CEF, afin de partager les expériences, les adaptations de l'approche aux

différents contextes et d'échanger sur les évolutions à envisager pour mieux articuler la réflexion sur le conseil à l'exploitation agricole et la nutrition. L'atelier a permis de présenter chaque projet et d'apprécier la différence des contextes dans lequel le CEF se développe sur les différents territoires. Une visite de terrain a été réalisée avec des échanges et témoignages sur les activités pratiquées, les résultats/impacts observés, etc. Les avantages du CEF ont notamment été présentés par les ménages dans la pratique de l'aviculture améliorée : la possibilité d'enregistrer les dépenses, de calculer le temps passé sur l'activité et de les valoriser dans la fixation des prix de vente. Plusieurs outils utilisés par les familles ont été présentés : le journal de caisse (entrées et sorties d'argent à fréquence journalière), le cahier d'élevage, le cahier agricole, le cahier de bilan mensuel, le cahier de calcul de la marge brute et le cahier de planification sur trois ans.

Inspirée des visites réalisées et des témoignages, une analyse participative a permis d'explorer suivant les contextes, les forces et les faiblesses de la pratique des activités agricoles, d'élevage et des activités non agricoles dans l'amélioration de l'alimentation et de la nutrition de la famille. Enfin une session a eu pour objectif d'échanger sur les choix d'affectation des budgets par les ménages dans leur contexte respectif et notamment sur la place des dépenses en alimentation qui occupe partout le plus gros des affectations budgétaires des ménages (23 % en moyenne).

Des propositions de création d'outils additionnels ont été formulées afin de renforcer encore l'intégration de la nutrition : élaboration de feuillets illustrés de sensibilisation en nutrition, proposition de cahiers de menus (planification des ingrédients et de recettes avec les montants), élaboration de feuillets permettant de suivre le calendrier culturel pour l'amélioration de l'alimentation.



ANIMATION « NAPPE TOURNANTE » LORS DE L'ATELIER NATIONAL CEF SENSIBLE À LA NUTRITION, ORGANISÉ À TANANARIVE (MADAGASCAR) EN OCTOBRE 2022

## CONSEIL À L'EXPLOITATION FAMILIALE COLLECTIF AU SÉNÉGAL

La démarche de Conseil à l'exploitation familiale (CEF) a également été mise en œuvre dans le nord du Sénégal avec des familles de pasteurs et d'agropasteurs dans le projet Asstel 3 (2019-2023) dans le département de Dagana, en lien avec l'Association pour la promotion de l'élevage au Sahel et en Savane (Apress), la plateforme d'innovation lait (PIL) de Dagana, la coopérative des producteurs laitiers de Dagana (CPLD), le Conseil départemental de Dagana (CDD) et l'Agence régionale de développement de Saint-Louis (ARD). Il s'agissait de renforcer la capacité des familles à maîtriser le fonctionnement de l'exploitation, à améliorer leurs pratiques en combinant innovations paysannes et innovations extérieures et à prendre de meilleures décisions pour atteindre les objectifs de la famille.

Deux types de dispositif de CEF ont été mis en œuvre : un CEF individuel avec un réseau d'élevages pilotes accompagnés pendant six ans et un CEF collectif avec des groupes villageois autour des élevages pilotes qui a permis une intégration de la nutrition. Pour le CEF collectif, deux groupes ont été identifiés : les animateurs du dispositif de conseil dédié aux élevages pilotes, l'animateur villageois relais et les conseillers techniques. Enfin, les groupes villageois composés des exploitations volontaires.

La stratégie d'intervention reposait sur plusieurs axes :

- la **mise en relation** entre des élevages pilotes (EP), des groupes villageois organisés autour des EP et

des animateurs villageois relais chargés de l'identification des besoins et de l'élaboration des contenus d'apprentissage ;

- le **dispositif d'animation**, de formation, visites d'échanges autour du CEF collectif ;
- le **contrôle laitier**, qui permettait aux EP d'identifier les options pouvant leur permettre d'améliorer leur production de lait et leurs revenus ;
- le **suivi des résultats techniques, économiques et de gestion** et l'analyse des pistes pour améliorer l'atelier laitier et la gestion globale de l'exploitation : enregistrement des données de production par les exploitations volontaires, passage mensuel puis bimensuel des techniciens en binôme avec l'animateur de village relais pour faire le conseil collectif sur la base des données du mois écoulé, remplissage du cahier CEF mis à disposition des exploitations familiales.

Des réflexions en équipe et avec les exploitations familiales accompagnées ont conduit à retenir le conseil à l'exploitation comme une porte d'entrée pertinente pour introduire la nutrition. La connaissance du contexte local, l'identification des besoins des familles et les politiques promues par l'État en matière de nutrition ont été prises en compte pour identifier les thèmes à traiter. Des séances conduites par des animateurs villageois relais issus des communautés ont donc également été proposées sur **l'alimentation et la nutrition des familles d'éleveurs**, en s'appuyant sur des fiches d'animation mises à disposition et en les formant à conduire ce type d'animations.



Les sessions ont porté sur différents thèmes : les nutriments, les causes de la malnutrition, les groupes d'aliments, le calendrier de disponibilité des produits agricoles dans la zone, la composition de plats sains et équilibrés accessibles ainsi que des conseils sur les bonnes pratiques d'alimentation, de santé et de nutrition dans les familles. Le fait d'entrer par les exploitations familiales a été pertinent : cela a permis de discuter de ces sujets cruciaux en présence des hommes et des femmes, et de permettre à tous de mieux comprendre les enjeux de nutrition pour faire de meilleurs choix.

## LE BILAN SIMPLIFIÉ DES EXPLOITATIONS FAMILIALES AGROPASTORALES : UN OUTIL D'APPUI-CONSEIL AUX MEMBRES DE L'APESS

Les bilans simplifiés sont des outils permettant aux exploitations agropastorales elles-mêmes d'analyser la valeur de leurs productions agropastorales et le niveau de couverture des besoins de la famille. Ils intègrent depuis plusieurs années les enjeux de sécurité alimentaire. Des évolutions ont été testées cette année avec l'appui du Gret pour y intégrer de manière directe les enjeux de nutrition. Il s'agit de

mieux **renseigner le statut nutritionnel des familles et de cerner des leviers d'action** afin d'orienter les actions et les conseils.

Lors de la phase-test auprès des exploitations familiales agropastorales, quarante bilans simplifiés ont été conduits par les animateurs endogènes. Au-delà des questions habituellement traitées dans le cadre du bilan simplifié, des questions additionnelles ont été ajoutées pour collecter des informations sur la présence d'enfants de moins de cinq ans, de femmes enceintes et allaitantes et pour savoir s'ils sont suivis dans les centres de santé. La consommation de lait local par les enfants a aussi été analysée, et il a été constaté que la plupart des exploitations productrices conservent une part du lait pour leurs enfants.

Au regard des résultats obtenus sur l'analyse des consommations alimentaires, il est observé que la moyenne des scores par type d'exploitation indique une quantité et une qualité inadéquates de l'alimentation. L'analyse par type de produits consommés montre que **les familles consomment peu les produits animaux autoproduits ou encore les légumes secs. Les légumes frais, les feuilles, les fruits, le sucre, les matières grasses, et les condiments sont également faiblement consommés au sein de ces familles** et ne permettent une alimentation adéquate. Il faut souligner que les fruits, légumes et féculents sont peu accessibles sur les marchés locaux. Cette absence

### SÉANCE DE CONSEIL À L'EXPLOITATION FAMILIALE COLLECTIF AU SÉNÉGAL





PARCELLES D'UN MÉNAGE PRATIQUANT LE CEF À FIAFERANA  
VISITÉES PAR LES PARTICIPANTS DE L'ATELIER NATIONAL  
CEF SENSIBLE À LA NUTRITION EN OCTOBRE 2022

de diversité a un impact sur les régimes alimentaires que l'on peut qualifier de pauvres.

**Cette première expérience d'introduction des aspects nutritionnels dans le bilan simplifié montre qu'il y a une certaine urgence à prendre en charge cette question lors des séances de sensibilisation, des causeries éducatives et des actions d'appui-conseil aux exploitations familiales.** Il faut faire en sorte que leurs membres diversifient leurs productions et consomment mieux ce qu'ils produisent.

Cette expérience au Sénégal constituera une base de discussion avec les équipes du secrétariat exécutif et les membres de l'Apess<sup>4</sup> pour une meilleure prise en compte de la nutrition dans les bilans simplifiés de façon plus large. Il faut aussi signaler que ce travail a fait l'objet d'une restitution auprès des membres de la région de Saint-Louis (Dagana), ces derniers ont été très réceptifs sur cette nouvelle approche des bilans simplifiés qui, au-delà d'une évaluation des productions en termes économiques, s'intéresse désormais à l'utilisation des productions dans l'alimentation et à leur impact sur la santé.

Les avantages de cette approche sont multiples. Elle permet de :

- créer un lien entre la production agropastorale et les objectifs alimentaires (transformation pour l'autoconsommation) des familles;

4. Organisation régionale d'éleveurs intervenant dans 13 pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre.

## DES QUESTIONS CENTRÉES SUR LA NUTRITION INTÉGRÉES AU BILAN SIMPLIFIÉ DE L'APESS

Le suivi des exploitations familiales agropastorales par la méthode des bilans simplifiés est une démarche pratiquée et assumée par l'Apess depuis bientôt dix ans. Le bilan simplifié permet de dépeindre la situation des productions agro-sylvo-pastorales de l'exploitation familiale et de faire le point sur ses dépenses. Il permet aussi d'appréhender le niveau de vulnérabilité de l'exploitation à partir de son taux de couverture des besoins alimentaires annuels.

Le bilan simplifié sensible à la nutrition expérimenté par l'Apess a intégré de nouvelles questions spécifiques sur la nutrition :

- > Combien y a-t-il d'enfants de moins de cinq ans et de femmes enceintes et allaitantes dans la famille ?
- > Les enfants et les femmes enceintes ou allaitantes sont-ils suivis au centre de santé ?
- > Y a-t-il des choix spécifiques d'achats ou de stockage d'aliments pour les enfants et les femmes enceintes et allaitantes ? Si oui, quels sont ces aliments ?
- > Quels produits agricoles sont transformés pour la consommation familiale ?
- > Les enfants de six mois à trois ans mangent-ils à part dans leur propre bol ?
- > Combien d'enfants ont eu des épisodes de diarrhée sur les trois derniers mois ?
- > Les enfants et les femmes dorment-ils sous une moustiquaire ?
- > Au cours des sept derniers jours, combien de jours votre ménage a-t-il consommé les aliments suivants ?
- > Comment la famille juge-t-elle l'apport de la production (agriculture, élevage) sur le bien-être des membres de la famille (enfants, femmes) ?
- > Quelles sont les stratégies d'autoconsommation des produits agropastoraux et pourquoi ?

- introduire l'idée d'une meilleure utilisation des produits disponibles et/ou les enrichir davantage;
- sensibiliser les équipes techniques et les animateurs à la question de la nutrition;
- apprécier la vulnérabilité des femmes enceintes ou allaitantes et des enfants par rapport à leur alimentation.

Plusieurs questions seront à creuser dans la suite des activités de l'Apess : l'évolution du rôle des femmes au vu des enjeux monétaires induits par la mise en place de dispositifs de collecte du lait, le décalage entre la présence de produits à bonne valeur nutritionnelle diversifiés sur la zone et la faible qualité des régimes alimentaires observés au niveau des familles, la prise en compte de la mobilité dans les stratégies alimentaires des éleveurs, etc.

## CONCLUSION

Différents dispositifs de conseil agricole sensible à la nutrition ont été présentés avec des points communs et des spécificités. **Les ménages sont toujours au cœur des approches développées** avec une co-construction des outils en fonction des besoins et des spécificités de la zone. Certaines différences apparaissent aussi entre CEF individuel, CEF collectif, bilans simplifiés, qui mobilisent chacun des leviers spécifiques.

Pour être pertinentes, ces approches de conseil doivent s'appuyer sur la **réalisation de diagnostics** et des discussions approfondies avec les familles sur leurs choix et les pistes d'évolution possibles. Les animateurs doivent ainsi à la fois disposer de connaissances avérées permettant de prodiguer des conseils utiles, mais aussi d'une **posture de facilitateur des échanges au sein des ménages et des groupes**.

Les défis de **formation de ces animateurs chargés du CEF sur les questions de nutrition** demeurent importants et les collaborations avec les acteurs de la nutrition et du système de santé sont à poursuivre. Ces approches innovantes permettent en effet de contourner certains écueils, et la prise en compte insuffisante des inégalités de genre. Contrairement aux approches de sensibilisation/formation classiques sur la nutrition souvent orientées exclusivement vers les femmes, ces approches de conseil permettent de réunir tous les membres du ménage — femmes et hommes — pour poser ensemble un diagnostic partagé de la situation de la famille et de discuter conjointement des évolutions à engager.

Alors que de nombreux pays réaffirment leur **volonté d'atteindre la souveraineté alimentaire**, le développement d'approches intégrées telles que le conseil agricole sensible à la nutrition constitue un véritable atout. Le besoin de décloisonnement apparaît indispensable pour prendre en compte les enjeux auxquels les acteurs des territoires font face : transition écologique, adaptation au changement climatique, relocalisation des systèmes alimentaires, lutte contre les causes sous-jacentes de la malnutrition, etc. Pour relever ces défis, **il est primordial que les politiques publiques soutiennent davantage et de manière durable les dispositifs de conseil**, qui en s'appuyant sur les acteurs endogènes se situent au plus près de leurs besoins et des réalités de chaque contexte. ■



**La rédaction de cette note a été assurée par** Amel BENKAHLA (responsable de programmes sécurité alimentaire au Gret), sur la base des contributions écrites et orales des intervenants du webinaire et des débats suscités en ligne.

PARCELLES D'UN MÉNAGE PRATIQUANT LE CEF À FIAFERANA  
VISITÉES PAR LES PARTICIPANTS DE L'ATELIER NATIONAL  
CEF SENSIBLE À LA NUTRITION EN OCTOBRE 2022



### COMMUNICATIONS



- > HMEIDA S. M., *L'expérience des champs-écoles paysans en Mauritanie.*
- > LAIHARINIRINA J., *Le Conseil à l'exploitation familiale à Madagascar.*
- > LALYRE F., *Le Conseil à l'exploitation familiale au Sénégal.*
- > SOW I.O., *Le Bilan simplifié des exploitations familiales agropastorales : un outil d'appui conseil aux membres de l'APSS.*

### POUR ALLER PLUS LOIN



- > [Le rapport de capitalisation sur Les activités de conseil à l'exploitation familiale \(CEF\) dans le cadre du projet Capagrnut \(Haïti\)](#)

Photographies : © Gret, sauf mention spéciale.  
Page 1 : projet Asstel, Sénégal.